

Union Monétaire de l'Afrique Centrale

Commission de Surveillance du Marché

Financier de l'Afrique Centrale

COSUMAF



COMMISSION DE SURVEILLANCE
DU MARCHÉ FINANCIER
DE L'AFRIQUE CENTRALE

INSTRUCTION COSUMAF n° 08-23 du 5 décembre 2023

**RELATIVE AUX CONDITIONS D'AGREMENT DES ACTIONNAIRES DE LA BOURSE DES VALEURS MOBILIERES DE
L'AFRIQUE CENTRALE**

LE COLLEGE DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE CENTRALE

Vu l'Acte Additionnel n° 03/01-CEMAC-CE 03 du 8 décembre 2001 portant création de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) ;

Vu le Règlement N°01/22/CEMAC/UMAC/CM/COSUMAF du 21 juillet 2022 portant organisation et fonctionnement du marché financier de l'Afrique Centrale,

Vu le Règlement Général de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale,

En sa séance du 5 décembre 2023 à Libreville ;

ADOpte L'INSTRUCTION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE PREMIER

Cette instruction s'applique aux actionnaires de l'entreprise de marché autres que les sociétés de bourse.

ARTICLE 2 – INFORMATION A FOURNIR PAR LES ACTIONNAIRES OU FUTURS ACTIONNAIRES DES ENTREPRISES DE MARCHE

Un actionnaire ou future actionnaire de l'entreprise de marché ou de la Bourse, qui n'est pas une société de bourse, communique à la COSUMAF, préalablement à l'acquisition du capital ou des droits de votes de l'entreprise de marché les informations mentionnées en Annexe I.

ARTICLE 3– DEPOT DU DOSSIER

Le dossier d'agrément est déposé en version papier au siège de la COSUMAF et en version électronique à l'adresse figurant sur le site internet de la COSUMAF.

La COSUMAF accuse réception du dossier dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du dossier complet.

ARTICLE 4– CONDITIONS D'AGREMENT DES ACTIONNAIRES OU FUTURES ACTIONNAIRES DES ENTREPRISES DE MARCHE

La COSUMAF veille à l'honorabilité, aux compétences et aux capacités financières des actionnaires ou futures actionnaires de l'entreprise de marché.

Tout refus d'agrément est motivé et transmis à la société concernée.

ARTICLE 5– DELAI D'OCTROI D'AGREMENT

La COSUMAF octroie son agrément au plus tard dans un délai de soixante (60) jours suivant l'accusé de réception visé à l'article 3 de la présente Instruction.

Fait à Libreville, le 05 décembre 2023

Pour la COSUMAF

Le Président

COMMISSION DE SURVEILLANCE
DU MARCHE FINANCIER
DE L'AFRIQUE CENTRALE
Tél.: +241 01 74.75.91
B.P. 1724 Libreville - GABON

Jacqueline ADIABA-NKEMBE

ANNEXE I

SECTION 1	INFORMATIONS CONCERNANT L'ENTITE
Point 1.1	Indiquer la raison sociale et le nom commercial de l'entité.
Point 1.2	Indiquer le lieu et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) de l'entité.
Point 1.3	Indiquer la date de constitution et la durée de vie de l'entité, lorsque celle-ci n'est pas indéterminée;
Point 1.4	Indiquer le siège social et la forme juridique de l'entité, la législation régissant ses activités, le pays dans lequel il est constitué, l'adresse et le numéro de téléphone de son siège statutaire (ou de son principal lieu d'activité, s'il est différent de son siège statutaire) ainsi que son site web.
SECTION 2	APERÇU DES ACTIVITÉS
Point 2.1	Principales activités
Point 2.1.1	Décrire la nature des opérations effectuées par l'entité et ses principales activités — y compris les facteurs clés y afférents —, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis.
Point 2.1.2	Mentionner tout nouveau produit et/ou service important lancé sur le marché et, dans la mesure où le développement de nouveaux produits ou services a été publiquement annoncé, en indiquer l'état d'avancement.
Point 2.2	Principaux marchés Décrire les principaux marchés sur lesquels opère l'entité, en ventilant son chiffre d'affaires total par type d'activité et par marché géographique au cours des trois (3) derniers exercices et jusqu'à la date de dépôt du dossier.
Point 2.3	Indiquer les événements importants dans le développement des activités de l'entité.
Point 2.4	Stratégie et objectifs Décrire la stratégie et les objectifs de l'entité, tant financiers que non financiers (le cas échéant). Cette description prend en compte les perspectives et défis futurs de l'entité.
Point 2.5	S'il a une influence sur les activités ou la rentabilité de l'entité, fournir des informations, sous une forme résumée, sur le degré de dépendance de l'entité à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication.
Point 2.6	Indiquer les éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'entité concernant sa position concurrentielle.
Point 2.7	Investissements
Point 2.7.1	Décrire les investissements importants (y compris leur montant) réalisés par l'entité au cours des trois (3) derniers exercices et jusqu'à la date de dépôt du dossier.
Point 2.7.2	Décrire tous les investissements importants de l'entité qui sont en cours ou pour lesquels des engagements fermes ont déjà été pris, y compris leur répartition géographique (sur le territoire national et à l'étranger) et leur méthode de financement (interne ou externe).
Point 2.7.3	Fournir des informations concernant les coentreprises et les entreprises dans lesquelles l'entité détient une part de capital susceptible d'avoir une incidence significative sur l'évaluation de son actif et de son passif, de sa situation financière ou de ses résultats.
SECTION 3	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE
Point 3.1	Si l'entité fait partie d'un groupe, décrire sommairement ce groupe et la place qu'y occupe l'entité. Cette description peut consister en un organigramme ou en être accompagnée, si cela contribue à clarifier la structure organisationnelle du groupe.
Point 3.2	Dresser la liste des filiales importantes de l'entité, y compris leur nom, leur pays d'origine ou d'établissement ainsi que le pourcentage de capital et, s'il est différent, le pourcentage de droits de vote qui y sont détenus.
SECTION 4	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

Point 4.1	Situation financière
Point 4.1.1	<p>Fournir un exposé fidèle de l'évolution et le résultat de ses activités ainsi que de sa situation pour chaque exercice et période intermédiaire pour lesquels des informations financières historiques sont exigées, en indiquant les causes des changements importants survenus.</p> <p>Cet exposé consiste en une analyse équilibrée et exhaustive de l'évolution et du résultat des activités de la société requérante, ainsi que de sa situation, en rapport avec le volume et la complexité de ces activités.</p> <p>Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution, des résultats ou de la situation de la société requérante, l'analyse comporte des indicateurs clés de performance, de nature financière et, le cas échéant, non financière, ayant trait à l'activité spécifique de la société. Cette analyse contient, le cas échéant, des renvois aux montants publiés dans les états financiers annuels et des explications supplémentaires de ces montants.</p>
Point 4.1.2	<p>Des indications sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'évolution future probable des activités de l'entité; b) ses activités en matière de recherche et de développement.
Point 4.2	Résultats d'exploitation
Point 4.2.1	Mentionner les facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou les nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur, et indiquer la mesure dans laquelle celui-ci est affecté.
Point 4.2.2	Lorsque les informations financières historiques font apparaître des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets, expliciter les raisons de ces changements
SECTION 5	TRÉSORERIE ET CAPITAUX
Point 5.1	Fournir des informations sur les capitaux de l'entité (à court terme et à long terme). Indiquer la source et le montant des flux de trésorerie de l'entité et décrire ces flux de trésorerie. Fournir des informations sur les besoins de financement et la structure de financement de l'entité.
Point 5.2	Fournir des informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de l'entité.
SECTION 6	ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE
Point 6.1	Fournir une description de l'environnement réglementaire dans lequel l'entité opère et qui peut influencer de manière significative sur ses activités et mentionner toute mesure ou tout facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de l'entité.
SECTION 7	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE
Point 7.1	<p>Donner le nom, l'adresse professionnelle et la fonction, au sein de l'entité, des personnes suivantes, en mentionnant les principales activités qu'elles exercent en dehors de l'entité lorsque ces activités sont significatives par rapport à celui-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ; b) Fondateurs, s'il s'agit d'une société fondée il y a moins de cinq (5) ans ; c) Directeur général et Directeur Général Adjoint. <p>Indiquer la nature de tout lien familial existant entre n'importe lesquelles des personnes visées aux points a) à c).</p>

	<p>Pour chaque personne visée aux points a) à c), fournir des informations détaillées sur son expertise et son expérience pertinente en matière de gestion ainsi que les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de toutes les sociétés au sein desquelles cette personne a été membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance, au cours des cinq (5) dernières années (indiquer également si elle a toujours, ou non, cette qualité). Il n'est pas nécessaire d'énumérer toutes les filiales au sein desquelles la personne est aussi membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ; b) le détail de toute condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq (5) dernières années au moins; c) le détail de toute faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprises sous administration judiciaire concernant les personnes visées aux points a) et d) du premier alinéa qui ont occupé une ou plusieurs de ces fonctions au cours des cinq (5) dernières années au moins; d) le détail de toute mise en cause et/ou sanction publique officielle prononcée contre ces personnes par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés). Indiquer également si ces personnes ont déjà, au moins au cours des cinq (5) dernières années, été déchues par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'une entreprise. <p>S'il n'y a aucune information de la sorte à communiquer, il convient de le déclarer expressément.</p>
Point 7.2	<p>Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction ou de surveillance et de la direction générale</p> <p>Les conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs de l'une quelconque des personnes visées au point 7.1 à l'égard de l'entité et de l'entreprise de marché. Les intérêts privés et/ou d'autres devoirs doivent être clairement signalés. En l'absence de tels conflits d'intérêts, une déclaration en ce sens doit être faite.</p> <p>Indiquer tout arrangement ou accord conclu avec des clients, fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'une quelconque des personnes visées au point 7.1 a été sélectionnée en tant que membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou en tant que membre de la direction générale.</p> <p>Donner le détail de toute restriction acceptée par les personnes visées au point 7.1 concernant la cession, dans un certain laps de temps, des titres de l'entité qu'elles détiennent.</p>
SECTION 8	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES
Point 9.1	<p>Dans la mesure où cette information est connue de l'entité, donner le nom de toute personne non membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance qui détient, directement ou indirectement, plus de 20% du capital social ou des droits de vote</p>

	de la société requérante. En l'absence de telles personnes, fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de telles personnes.
Point 9.2	Indiquer si les principaux actionnaires de l'entité détiennent des droits de vote différents, ou fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de tels droits de vote.
Point 9.3	Dans la mesure où ces informations sont connues de l'entité, indiquer si celle-ci est détenue ou contrôlée, directement ou indirectement, et par qui ; décrire la nature de ce contrôle et les mesures prises en vue d'éviter qu'il ne s'exerce de manière abusive.
Point 9.4	Décrire tout accord, connu de l'entité, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement du contrôle qui s'exerce sur lui.
SECTION 10	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR
Point 10.1	Informations financières historiques
Point 10.1.1	Fournir des états financiers certifiés par un Commissaire aux Comptes pour les trois (3) derniers exercices (ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité) et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.



ANNEXE II –MODÈLE DE DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) : né(e) le :
..... à:
.....

De (nom et prénom(s) du père) : et de
(nom et prénom(s) de la mère) :

Demeurant :
.....
.....

Déclare sur l'honneur :

- que toutes les informations fournies dans la demande d'agrément sont sincères ;
- que le dossier d'agrément est conforme à la réglementation du marché financier de l'Afrique Centrale ;
- n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, d'administrer ou de diriger une personne morale.

J'atteste également avoir connaissance des sanctions disciplinaires, pécuniaires encourues en cas de fausse déclaration et ce, sans préjudice des éventuelles sanctions civiles, pénales ou administratives.



Fait à : Le :

SIGNATURE :